

Risque sismique dans les A.-M.

Vaudrait mieux prévenir que guérir

Même si les Alpes-Maritimes ne peuvent connaître une catastrophe comparable aux événements asiatiques de 2004, le risque sismique n'en demeure pas moins une réalité. Pourtant, la prévention ne rencontre pas vraiment de succès auprès des Azuréens. Comme si l'on cherchait à éviter l'inévitable.

Une journée normale à Nice : les habitants déambulent dans les rues, vaquent à leurs occupations et tentent de se frayer un chemin au milieu des travaux du tram. Quand soudain, les oiseaux s'envolent et les chiens s'agitent dans tous les sens. Une déflagration se fait entendre et la terre se met à trembler. C'est la panique : on tente de se tenir debout, on court pour échapper aux chutes de bâtiments, on ne comprend pas vraiment ce qui se passe. Des fuites de gaz provoquent d'énormes incendies et des fissures se forment à la surface. Le séisme engendre finalement un tsunami qui envahit la promenade des Anglais et des vagues de plusieurs mètres de hauteur sèment la désolation sur le littoral...

Rassurez-vous, ce scénario catastrophe est une fiction. Il a peu de chance de se produire sur la Côte d'Azur. Ou du moins, pas de cette manière. Une destruction de Nice est à exclure pour plusieurs raisons : d'abord, les Alpes-Maritimes sont

très éloignées de la zone de conflit entre les plaques Eurasie et Afrique qui suit le contour de l'Afrique du Nord. La magnitude de ses séismes représente donc un risque bien moins élevé que pour les pays du Maghreb (le 21 mai 2003, le séisme de Boumerdès a tué plus de 2 000 personnes).

Ensuite, la longueur de ses failles (20 km pour les plus grandes) ne peut faire craindre un cataclysme identique à l'Indonésie (où une faille mesure 800 km). Et bien que très nombreuses, beaucoup ne sont pas actives. Enfin, au regard de la sismicité historique, on peut observer que les magnitudes des séismes n'ont jamais dépassé 6,5 sur l'échelle de Richter depuis 600 ans. Ce qui exclut tout tsunami comparable à celui qui a frappé l'Asie du Sud-Est en 2004. De plus la topographie des fonds marins et la masse d'eau relativement faible de la Méditerranée ne permettent pas la création d'une vague gigantesque qui envahirait les côtes.

Cela dit, même si la Côte d'Azur



A cause de son bâti ancien, le vieux-Nice subirait de lourds dégâts en cas de séisme.

Histoire de séismes

- **20 juillet 1564** : un violent tremblement de terre touche la vallée de la Vésubie. Surnommé le « séisme nissart », il fait près de 300 victimes à Roquebillière, 250 à la Bollène-Vésubie (lieu de l'épicentre), ou encore 50 à Belvédère. Saint-Jacques de Valdeblore, qui n'existe plus aujourd'hui, est intégralement détruit. Certains témoignages affirment que des mouvements de mers importants touchent Antibes, Monaco, Nice, et affaissent le port de Villefranche. Ce caprice de la nature reste l'un des plus violents séismes qu'ait connu la France au cours du dernier millénaire.

- **30 juin 1612** : un tremblement de terre fait sonner les cloches de la grande horloge de Nice. Selon Gioffredo, il y a peu de dégâts.

- **14 et 16 juin 1618** : de fortes secousses sont ressenties à Nice sans faire de dégâts. Des villages de l'arrière-pays connaissent cependant quelques destructions, comme Saorge ou Coaraze.

- **15 février 1644** : deux violentes secousses tuent un grand nombre de paysans à Belvédère, Lantosque et Roquebillière.

- **29 décembre 1854** : un séisme d'intensité VIII sur l'échelle de Mercalli (échelle subjective en douze degrés fondée sur l'étendue des dégâts observés. Le degré VIII fait état de destructions de maisons et de formations de fissures sur les collines à terre humide) touche la région niçoise et se fait ressentir jusqu'à Marseille, Lyon ou la Corse.

- **23 février 1887** : le séisme ligure, d'intensité X, est ressenti sur une aire colossale d'environ 300 000 km². Quatre secousses tuent 635 personnes sur la Riviera italienne et huit dans les A.-M. D'importants dégâts sont constatés à Nice, Antibes et Menton, ainsi que des mouvements de mer.

- **19 juillet 1963** : un séisme local d'une magnitude de 6 sur l'échelle de Richter est largement ressenti dans les A.-M. Il y a très peu de dégâts.

- **26 décembre 1989** : une secousse tellurique d'une magnitude de 4,5 fait légèrement trembler le littoral. Aucun dégât.

- **15 avril 1990** : la Côte d'Azur enregistre une secousse d'une magnitude de 4,2.

- **21 avril 1995** : un séisme de magnitude 4,7 provoque l'évacuation de plusieurs bâtiments à Nice, Menton et Monaco. Quelques dégâts sont à noter dans la vallée de la Roya.

- **1^{er} novembre 1999** : une secousse de magnitude 3,3 touche le Nord-Est de Nice et surtout la vallée du Paillon. Ce séisme dit « de Peille » engendre plus de peur que de mal.

- **19 décembre 2000** : une série de secousses de magnitudes 2,8 à 3,5 est ressentie dans les agglomérations de Blausasc, Peille, Contes, Eze, la Turbie, Drap, la Trinité, Nice et Monaco.



Cette carte représente le « séisme nissart » de 1564 tel qu'il a été perçu par le marchand génois Francesco Maggiol.

- **25 février 2001** : un tremblement de terre de magnitude 4,6 concerne toute la région PACA. L'épicentre est localisé en mer, au Sud de Nice, à seulement 29 km des côtes. Il s'agit de l'un des séismes les plus importants de ces dernières années en France métropolitaine.

- **20 décembre 2005** : un séisme de magnitude 3,5 se produit dans les gorges du Cians.

- **24 février 2007** : une petite secousse de 2 sur l'échelle de Richter est enregistrée. L'épicentre est localisé à proximité de Valberg.

n'est ni le Japon ni la Californie, le risque est réel et non négligeable. Le département, avec 250 secousses enregistrées par an, est reconnu comme l'une des zones les plus sismiques de la métropole (en France, ce sont de loin les Antilles qui sont les plus menacées). Ainsi, selon l'étude RISK-UE (projet européen de scénario de risque sismique) réalisée entre 2001 et 2004, un tremblement de terre comparable à celui de 1887 provoquerait à Nice la mort directe de 100 à 600 personnes, 1 500 blessés, jusqu'à 40 000 sans abris et de 3 à 7 milliards d'euros de pertes financières. Une autre étude menée entre 1999 et 2005, GEMGEP, a fourni des diagnostics de vulnérabilité : elle révèle notamment de grandes faiblesses pour le quartier du vieux-Nice.

Manque de prévention ?

Face au danger, la question de la prévention et de l'anticipation est donc souvent posée. Dans un département qui compte un million d'habitants (dont 40 % de Niçois), elle mérite d'ailleurs de l'être. Et certains, comme André Laurenti, passionné de sismologie azurée et auteur d'ouvrages sur le sujet, voient des failles dans le dossier. « Je pense qu'en la matière, il existe tout ce qu'il faut. Les documents d'information ne manquent pas, tout comme les moyens de détection et les plans d'organisation des secours. Le problème, c'est qu'il y a d'autres thèmes beaucoup plus importants à aborder pour les élus, comme l'insécurité. D'autant qu'en ce moment, l'activité sismique est relativement faible. Alors tout le monde a tendance à l'oublier. Ce n'est pas vraiment un souci d'actualité dans le département ». Pour l'information, André Laurenti fait référence au DICRIM (dossier d'information communal sur les risques majeurs) : ce document est élaboré par le maire à partir du PAC-risques (anciennement DCS : dossier communal synthétique) fourni par la préfecture (107 communes des A.-M. sont concernées). Au titre de l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987, il reconnaît à tous citoyens le droit à l'information sur les risques. A l'aide de fiches et de plaquettes consultables en mairie, il apporte des mesures de prévention et de sauvegarde et des règles d'urbanisme. La même chose existe aussi au niveau départemental avec le DDRM (dossier départemental des risques majeurs). Problème : peu de gens en ont connaissance et encore moins se sont déplacés pour les lire. C'est en tout cas ce qu'affirme le spécialiste : « C'est la faute des instances dirigeantes, dénonce-t-il, il arrive parfois que le personnel municipal ne soit même pas au courant de l'existence de ses documents. Et certains élus y prêtent très peu d'attention. Quant à la population, il y a un manque

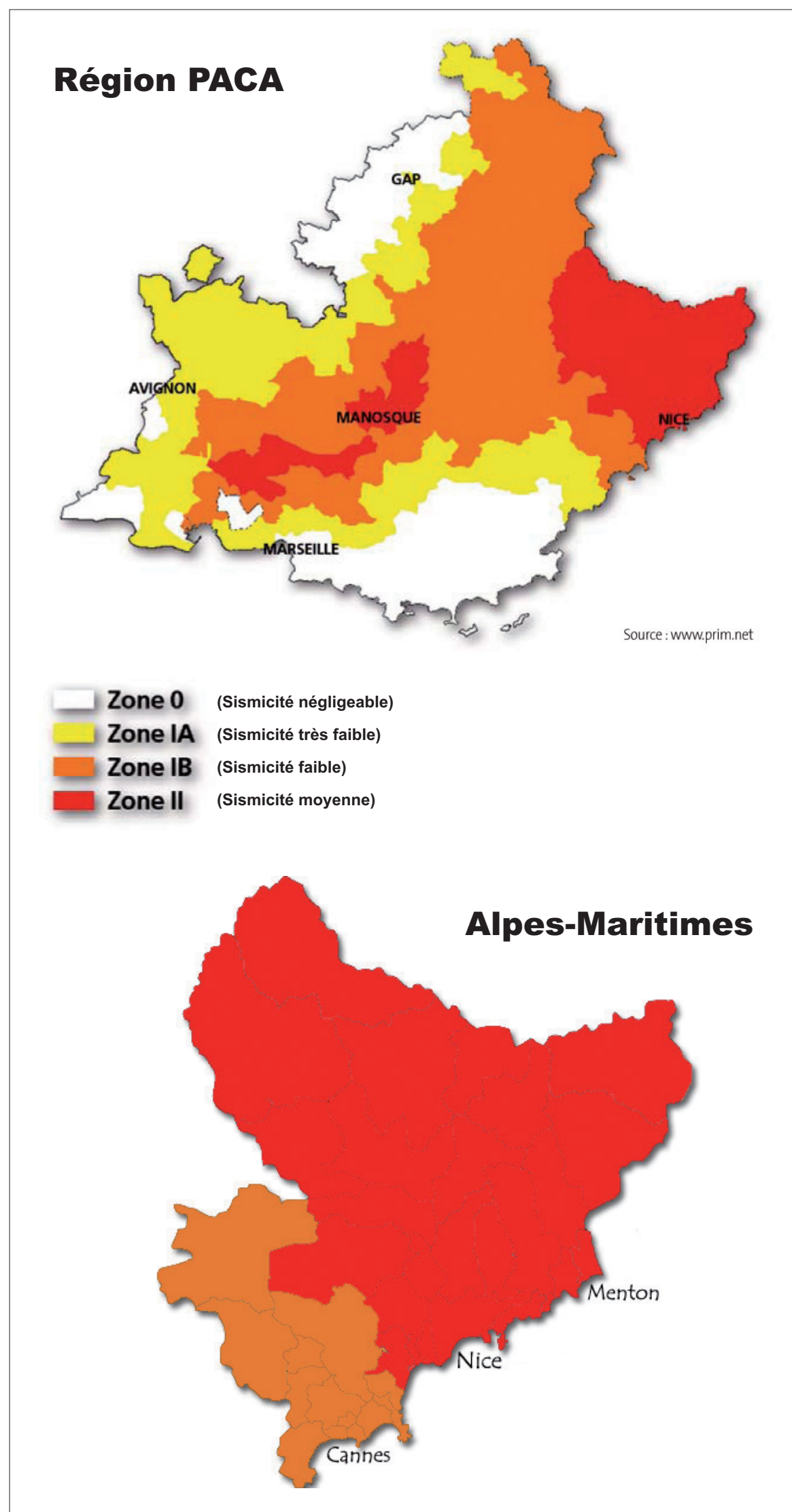
évident d'intérêt. Il n'y a qu'à voir combien de personnes se déplacent pour assister à nos colloques ».

En termes de construction et d'aménagement, les actions ne manquent pas non plus : le PPR (plan de prévention des risques) est un document réalisé par l'Etat, en collaboration avec la commune, qui régit l'utilisation des sols en fonction des risques naturels et les constructions selon les règles parasismiques. L'ensemble des Alpes-Maritimes est concerné par ces dispositions. Pourtant, seules quatorze municipalités disposent d'un tel plan. Un chiffre bien faible, lorsque l'on sait que sur un total de 163 communes, 43 se situent en zone de sismicité faible (niveau 1b) et 120 en zone de sismicité moyenne (niveau 2). Selon l'expertise du projet RISK-UE, seulement 25 % des bâtiments niçois ont été érigés selon des normes parasismiques. De plus, « la construction des maisons individuelles ne subit aucun contrôle. Il est donc tout à fait possible que certaines entreprises ne respectent pas les règles. Sans parler de ceux qui entreprennent de bâtir eux-mêmes leur maison », affirme André Laurenti. Et d'ajouter : « Les bâtiments modernes peuvent aisément résister à des secousses. Le problème vient plutôt des emplacements choisis. A titre d'exemple : les constructions faites sous les falaises entre Nice et Menton. Tous les ans, il y a des accidents dus aux chutes de pierres. Alors, en cas de séisme... »

Et si cela arrivait un jour ?

Afin de pallier ces manquements, un programme national de prévention du risque sismique, dit « plan séisme », a été lancé par le ministère de l'Ecologie et du Développement durable le 21 novembre 2005 pour une période de six ans. Et une réflexion est en cours sur la région pour adapter ce plan aux besoins spécifiques locaux. Par ailleurs, dans le cadre du plan Etat-Région 2000-2006, la DIREN PACA (direction régionale de l'environnement) a élaboré un classeur de communication sur le risque sismique. Très complet, il a été envoyé aux 963 maires de la région et aux services de l'Etat et sera bientôt diffusé dans tous les lycées.

En ce qui concerne l'enregistrement de la sismicité, un programme éducatif remarquable a été établi dans les collèges : « sismo des écoles » a pour but de sensibiliser les élèves en installant des stations de mesures dans les établissements. Ils peuvent ainsi enregistrer l'activité sismique régionale. Cette initiative a de plus l'avantage de compléter la cinquantaine de réseaux d'écoute déjà existante. Reste maintenant à savoir si les secours seront prêts, en cas de séisme. Tout porte à le croire :



le maire, par l'intermédiaire du plan communal de sauvegarde, doit organiser les services de secours communaux. Le plan prévoit aussi la mise en place d'une petite équipe de crise autour de l'élus au sein d'un poste de commandement. Le préfet, lui, peut déclencher le plan ORSEC (plan d'organisation des secours) : il peut ainsi recenser les moyens publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre en situation de catastrophe. Le

plan doit organiser les transports, la circulation, l'accueil et la protection des sinistrés. Quatre services sont concernés : les sapeurs-pompiers, le SAMU, les services de transmission de l'Intérieur et la DDE (direction départementale de l'équipement). Mais là encore, il y a un hic. Selon André Laurenti, certains paramètres ne sont pas vraiment pris en compte : « L'isolement de certains villages de l'arrière-pays

rendrait certainement l'accès très difficile en cas de tremblement de terre. Les routes endommagées seraient impraticables et la voie aérienne deviendrait alors la seule. En outre, il y a des communes reculées, comme Peille, qui n'ont pas de caserne de pompiers. Et l'appel à des secours extérieurs serait probablement indispensable ». Vraisemblablement, il y a encore du travail à faire.

Jean Pierre QUESADA